



Ecologisme: suicide politique ou autisme. Quand l'idéologie rend sourd et aveugle.

Dans son communiqué de presse du 26 janvier 2011 consacré à l'éolien offshore¹, Europe Ecologie-Les verts (EE-LV)) se désole du contexte global d'entraves au développement des énergies renouvelables (moratoire sur le photovoltaïque, frein réglementaire sur l'éolien industriel...). Le responsable principal est tout désigné pour EE-LV: le NIMBYSME ou plutôt des égoïstes groupés en associations dévoyant des arguments écologistes pour défendre leurs intérêts privés. Leur cible principale étant l'éolien industriel. Pour rappel, la notion de NIMBY, est un magnifique exemple du moralisme anglo-saxon dénonçant le comportement des autres forcément égoïstes. Nous verrons que cette façon de présenter les choses est inhérente au discours écologistes et finalement constitue son fond de commerce idéologique pour faire passer ses idées. Nous n'oublions pas non plus la pédagogie de la catastrophe bien utile pour nous faire gober à peu près tout et n'importe quoi.

Si l'argumentaire d'EE-LV se résume à ce simple anathème pour contrer la défiance d'une frange de plus en plus grande de la population face au discours moralisant ne souffrant aucune discussion des écologistes politiques (à distinguer des écologistes scientifiques), alors oui l'écologie est bien malade de ceux censés la promouvoir.

EE-LV, par un étrange retournement de l'histoire, cautionnent ce qu'ils combattaient dans les années 70, à savoir, l'âge d'or de l'aménagement conquérant (auto-routes, centrales nucléaires...) mené au pas de charge par EDF ou la SNCF qui se souciaient comme d'une guigne des riverains et de l'environnement. Selon l'adage bien connu, on ne fait pas d'omelette sans casser des œufs, il s'agissait d'œuvrer pour le bien de tous, la moralité étant sauve. On peut s'en réjouir ou pleurnicher, ces temps bénis semblent révolus. Des citoyens osent l'impensable, ils réfléchissent et parfois s'opposent au catéchisme vert en voie d'institutionnalisation !

La pédagogie de la catastrophe

Osons une réflexion politique. Dans un essai magistral, N. Klein² a dénoncé l'avènement d'un capitalisme du désastre par les tenants d'un ultra-libéralisme mettant sciemment à contribution crises et désastres pour saper les valeurs démocratiques des sociétés et leur substituer la seule loi du marché et de la spéculation. Les Chicago boy's, de sinistre mémoire et leur gourou (Milton Friedman), ont terrassé la révolution keynésienne fondée sur le refus du laissé faire (étatisation entre autre de l'énergie) qui coûtait cher au secteur privé. L'occasion rêvée d'instaurer une finance sans contrainte a débuté au Chili avec l'aide frénétique des économistes de l'école de Chicago à l'occasion du coup d'état qui a fait chuter Allende. L'onde de choc n'est pas terminée puisque, après l'Amérique latine, la Grande-Bretagne, la Pologne, la Russie et la Chine, le modèle libéral privatisant tout ce qui peut l'être, s'est propagé à l'occasion de crises majeures (guerre des Malouines, chute du mur de Berlin, les guerres d'Irak, le tsunami au Sri Lanka, le cyclone Katrina...).

1. <http://www.eelv.fr :4697-actualités/3368-eolien-offshore-l-annoncee-en-demi-teinte-qui-cache-les-reculs-majeurs-du-gouvernement>

2. Naomi Klein. La stratégie du choc ou la montée d'un capitalisme du désastre. Editions BABEL , 2008.

Les changements climatiques observés et l'angoisse générée qui s'y rapporte constituent un choc mondialisé et médiatisé à des niveaux jamais atteints. Le catastrophisme ainsi entretenu sidère la réflexion et fige tout recul nécessaire à une analyse sereine. Il est bien entendu hors de question de comparer nos écologistes patentés avec M. Friedman et ses « exploits économiques », mais force est de constater que la tentation est grande d'exploiter le choc climatique pour faire taire toute opposition et faire passer ses convictions idéologiques.

Comment résister à l'angoisse générée par les titres du Monde, véritable porte parole du GIEC en France: « La terre est malade de l'homme en 2004 ».

L'angoisse monte d'un cran en 2005 : « *Dans l'Atlantique nord, le réchauffement climatique bouleverse déjà les écosystèmes* », « *Un réchauffement climatique de plus de 6 degrés n'est pas à exclure* », « *Le réchauffement suspect de favoriser les phénomènes cycloniques les plus violents* », « *Bientôt, des millions de réfugiés climatiques chassés par l'océan* ». La catastrophe se précise en 2006 : « *Une extinction massive des espèces est annoncée pour le XXI^e siècle* ». En 2007, année de la publication du quatrième rapport du GIEC, débute véritablement la période de sensationnalisme scientifique et les décideurs sont sommés d'agir³ : « *En 2050, le monde pourrait compter plus d'un milliard de réfugiés climatique* », « *Les experts du GIEC s'attendent à des famines* », « *la planète est menacée par une bombe climatique* », « *Le réchauffement climatique pourrait déclencher une guerre civile mondiale* ». En 2008 et 2009 nous nous précipitons sur les anxiolytiques. En effet: « *La désertification pourrait affecter 2 à 3 milliards de personnes* », « *La fonte des glaces pourrait menacer un quart de la population mondiale* », « *Et si les eaux montaient de 2 mètres ?* ». L'apothéose en 2010 : « *En 2010, on peut analyser les changements climatiques comme une invention de scientifiques malhonnêtes. L'histoire est faite de choix (...) Ceux qui font les bons paris. Il fallait choisir : Munich ou Londres : l'URSS ou le monde libre. Il faut choisir : les climato-sceptiques ou la communauté des climatologues. La comparaison est-elle exagérée, Non* », polémique classique qu'est la *reductio ad hitlerum*. Il semblerait que la discussion soit close...Hervé Kempf et Stéphane Foucard, journalistes compétents mais GIEColâtres assumés au journal Le Monde nous bombardent régulièrement de ces oukases anxiogènes.

Il est évidemment impossible de passer sous silence notre ami Yann-Arthus-Bertrand (YAB pour les intimes) et son film de propagande, Home, auquel il a été quasiment impossible d'échapper: « *Le terrorisme des belles images. Le monde binaire : éléphant-gentil, Chrysler-méchant. La gratuité du film, mais pas celle des produits dérivés. Une opération de relation presse géante. Le greenwashing. L'opportunisme oppressant, cousu de fil blanc ou se vautrent Yann, Luc (Besson) et François-Henri (Pinault)...De la belle image pour en appeler au plaisir esthétique, court-circuiter la réflexion et créer du consensus...Africains et Esquimaux sont priés de rester à l'état sauvage parce que ces braves gens réduisent leur empreinte carbone au strict nécessaire en ne gaspillant pas les ressources fossiles comme l'homme blanc, ils mangent très peu de viande, ils sont ingénieux et utilisent l'huile de coude et le jeûne pour dompter leur besoins consuméristes primaires...En outre, ils sont très tendances car on peut s'y livrer au tourisme durable⁴.* »

Chez Hulot (le syndrome du Titanic) on atteint des sommets métaphysiques: « *j'ai vu la planète se rétrécir sous mes yeux* », « *je ne suis pas né écologiste, je le suis devenu* », « *jusqu'ou suis-je prêt à aller dans le choix, dans le renoncement ?* ».

Le mal a une formule chimique : c'est le CO₂ sournois. Il faut donc « compenser carbone » et verser son obole chaque fois que l'ont émet ce gaz. La quantité d'officines proposant des services carbone a explosé sur internet (Soyez des précurseurs chez izypeo.com, évaluez l'impact de vos activités chez carronconsultants.fr, neutraliser vos émissions avec des crédits carbone de qualité chez zéroGES.com...)⁴.

3. Drieu Godefride. Le GIEC est mort, vive la science .Editions Texquis, mai 2010.

4. legor Gran. L'écologie en bas de chez moi. POL éditeur, 2011.

Le commerce des indulgences fait son retour. Rappelons que dans sa vie antérieure, notre ami YAB, a été pendant 10 ans photographe-reporter du Paris-Dakar. Les voies du gazole sont impénétrables⁴. Soyons rassuré, dorénavant YAB nous propose des reportages compensés carbone, alors.....

Nous reviendrons sur la notion d'empreinte carbone et les dérives qui s'y rapportent, « *Mon instinct me dit que toute cette affaire est une atteinte à la liberté, à la culture, à l'intelligence. Il y aura des lésions⁴* ».

En attendant, on va souffrir, et c'est bien fait, puisque l'homme, ce parasite, est la cause de tout. Selon Greenpeace⁵ qui détaille avec délectation ce qui nous attends, »*Le progrès des technologies à des effets secondaires que nous ne soupçonnons pas...on verra l'implantation chez nous de la malaria, la peste, la dysenterie...il est possible que l'inquiétude et le désespoir au sujet de l'avenir se traduisent par une augmentation des comportements nihilistes et asociaux* ». Outre le fait que le progrès soit, pour cette ONG, évidemment aussi sournois que le CO₂, l'homme blanc sera puni autant que les bons sauvages. Que Greenpeace se rassure, les comportements asociaux et nihilistes n'ont pas attendus l'horreur climatique (ou prétendue comme telle) pour s'exprimer au grand jour, les traders cupides de la City et les paradis fiscaux sont là pour nous le prouver. Nous reparlerons plus loin du lobbying climato-industriel qui profite à plein de cette pédagogie très intéressée de la catastrophe relayée et entretenue à dessein par les principales ONG environnementalistes (les gains politiques et financiers y sont prépondérants) .

Entre censure et moralisme douteux. La manie des petits gestes (inutiles) pour la planète

Incroyable mais vrai : un spot publicitaire a été censuré par l'ARP (Autorité de régulation de la publicité) au motif que « *la publicité ne doit pas discréditer les principes et objectifs, non plus que les conseils ou solutions, communément admis en matière de développement durable* » et d'ajouter que « *la publicité doit bannir toute évocation ou représentation de comportement contraire à la protection de l'environnement et à la préservation des ressources naturelles, sauf dans le cas où **il s'agit de le dénoncer*** ».

Il s'agissait simplement d'un spot publicitaire caricaturant des écolos demeurés, emmenés par un gourou ayant atteints leur idéal : zéro émissions de CO₂ (moyennant la prohibition des produits manufacturés et du feu) mais obligés de parler et donc d'émettre ce maudit gaz. Suit alors un slogan hérétique : « *on ne peut pas vivre sans émettre de CO₂, tâchons d'en rejeter le moins possible comme la WW Passat Blue Motion (X grammes de CO₂ aux 100 km...)* ».

Heureusement, l'indispensable *365 gestes pour sauver la planète* (Edition La Matinière, 2005) nous guide tous les jours de l'année que le bon Dieu fait : économisez l'eau de la chasse d'eau le 7^ojour (le coup de la brique), le sapin en plastique le 3^ojour, approvisionnez vous en électricité verte (un exploit, les électrons verts ne se mélangent pas avec ceux émanant, horreur, des centrales nucléaires), penser à stériliser votre animal !? etc...YAB, toujours lui, arrive en tête en matière d'idéologie des petits gestes. Il a par exemple relayé en 2010 une campagne britannique dont l'objectif était d'inciter les particuliers et les entreprises à baisser de 10% leurs émissions de CO₂. Rien de très précis pour les contraintes aux entreprises, mais c'est sévère pour les particuliers : vélo, réduction du chauffage et de la consommation d'électricité, manger moins de viande (et donc réduire le méthane issu des pets des vaches), passer plus de temps en famille et donc moins consommer⁶. Bilan des courses, 18 tonnes de CO₂ ont été évitées (c'est toujours ça de pris me direz-vous), chiffre à mettre quand même en perspective avec les 13.000 millions de tonnes produits par la Chine et les USA en 2007⁶.

5. Edition du Rocher, 1990.

6. De l'inutilité d'être écolo en Europe. <http://www;cafebabel.fr/article/36496/de-l-inutilite-d-etre-ecolo-en-europe.html>

7. Pascal Acot. Climat, un débat dévoyé ? Edition Armand Colin, 2010.

On reste sceptique sur le réel fondement de s'éreinter en petits gestes. C'est un ordre, changeons nos habitudes individuelles tous en même temps (l'eau des toilettes (encore et toujours), fermer les robinets, éteindre les lumières, acheter des ampoules basse consommation (bourrées de mercure mais tellement tendance et trois fois plus chères), se doter de toilettes sèches... bref la tempérance, l'économie et la résignation en particulier pour les pauvres⁷.

Le climat ou le pouvoir d'achat ? Une question hérétique bien entendu égoïste.

La facture verte aggrave la fracture sociale (surcoût lié au passage à l'écologie: alimentation biologique, logement basse consommation, consommation d'énergie, transport, loisir, taxe carbone, taxe poubelle) et pénalise les ménages modestes puisque le surcoût de la vie en vert est estimé à 22% de leur budget versus 9% pour les ménages aisés⁸.

Ces quelques détails laissent de marbre nos prosélytes médiatiques verts assez rarement dans le besoin il est vrai. Il n'empêche, « *Quand on ne sait pas ce que l'on va manger dans un mois, la planète, on s'en tape, et l'on a raison... si tous les pauvres se mettaient à consommer autant qu'un écolo parisien... qu'un YAB⁴ ?* ».

L'idéologie de la catastrophe est tellement prégnante chez certains journalistes, qu'il est possible d'entendre sur France Culture (le 27 février 2011) Hervé Kempf (pour rappel, journaliste GIEColâtre au journal Le Monde) se réjouir sans réserve de la flambée des prix du pétrole à l'occasion des crises politiques qui secouent les pays Arabes. En effet, selon lui, c'est tout bon pour la planète puisque les gens hésiteront à se déplacer en voiture et donc émettront moins de CO₂, la sacro-sainte empreinte carbone. Peu lui importe que la flambée des prix du gaz et de l'essence nourrisse la précarité énergétique^{9,10}. En effet, « *Plus de la moitié des Français redoutent une baisse de leur pouvoir d'achat dans les prochains mois... l'envolée des prix de l'énergie alimente cette crainte¹¹...* » et l'auteur de l'article de constater que « *les ruraux sont désavantagés (éloignement du lieu de travail, chauffage au fioul...) puisque le taux d'effort dépasse 11% versus 7% pour un citadin. A tel point que le médiateur de l'énergie et les associations caritatives s'inquiètent de la recrudescence de la précarité énergétique ces dernières années¹²* ». Fadaïses que tout cela pour un Hervé Kempf plus soucieux du bien être des ours polaires que de ses contemporains... le boboïsme citadin en pleine action. Notre ami Hervé n'en est pas à son premier coup d'essai. Toujours aux avant-postes climato-écologiques, il prêche ouvertement pour un « appauvrissement » des habitants de nos contrées¹³. La frugalité, voilà ce qui va sauver la terre et de noter que « *l'Afrique peut enseigner à l'Occident comment s'accommoder de la frugalité¹⁴* ». Bien vu, comme le fait remarquer P. Acot⁷, « *à raison de 25 000 décès quotidien liés à la sous-nutrition¹⁵, ce continent, en matière de frugalité, s'appuie sur une expérience pédagogique inégalée...* Dans un autre registre, toujours Kempf, se félicite que la récession (chômage, perte d'activité industrielle...) ait permis, divine surprise, des réductions d'émissions carbonées inattendues¹⁶.

7. Pascal Acot. Climat, un débat dévoyé ? Edition Armand Colin, 2010.

8. Mathieu. B, Dedieu. F. La vie en vert, deux fois plus chère pour les pauvres. L'Expansion.com, mardi 23 février 2010

9. <http://www.lefigaro.fr/conso/2011/03/01/050007-les-prix-de-l-energie-accable-les-plus-modestes.php>

10. <http://www.lemoniteur.fr/201-management/article/actualite/844953-la-precarite-energetique-sous-observation>

11. Jean Michel Bezat. Le Monde du 26.02.2011.

12. <http://www.actu-environnement.com/ae/news/installation-observatoire-precarite-energetique-NKM-besson>

13. Américains et Européens doivent réduire leur consommation matérielle. S'appauvrir pour parler clair » Le Monde, 30 juin 2010.

14. Le Monde, 28 juin 2009.

15. Données issues de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'Agriculture (FAO).

16. Le Monde, 24 novembre 2009.

Le voile se lève sur les coûts des promesses écologiques faites en 2007 avant la crise. L'Europe à l'avant garde de la lutte contre le réchauffement climatique ouvre les yeux. « *On mesure mieux les sommes colossales d'investissement que cela représente et les sommes que devront payer les consommateurs...les équipements étant en outre étrangers, chinois surtout, et que les subventions encouragent essentiellement les importations¹³* ». En outre « *l'intermittence de l'éolien et du solaire exige de disposer de suffisamment de sources d'énergie classiques. EDF va augmenter son parc nucléaire (pour des raisons d'exportation), autrement dit, l'Europe verte impose d'investir deux fois¹⁷!* ». En France comme en Grande Bretagne, la facture d'électricité des ménages devra doubler pour représenter 2 400 euros/an soit 10% des dépenses des ménages.

Au fait, silence sur toute la ligne de nos amis Nicolas et Yann sur ces sujets.

Le lobbying climato-industriel ou l'art de la privatisation béate de l'énergie.

Le silence de Nicolas, Yann et Hervé est encore plus assourdissant concernant la razzia des marchés financiers sur les énergies vertes. En effet il faut trouver **3 000 milliards d'euros** pour financer la politique climatique européenne selon le rapport d'Accenture et Barclays Bank¹⁸ ! JM . Bélouvé¹⁹, au nom de l'Institut Turgot en à fait une remarquable analyse critique (que je me permets de synthétiser). Ce rapport¹⁸ est avant tout un support de lobbying pour convaincre les décideurs politiques européens de persister dans leurs politiques pernicieuses d'incitations financières et de réglementation. Accenture est le plus grand cabinet de conseil au monde (204 000 collaborateurs dans 50 pays), le groupe Barclays est l'un des « big five » britannique (112 000 salariés).

3 000 milliards d'euros, c'est 115% du PIB de la France ou 6 000 euros par habitant de l'union européenne, deux fois plus que ce que le rapport Stern estimait nécessaire pour limiter la hausse de température du globe à des niveaux acceptables.

❶ Quels objectifs Accenture et Barclays poursuivent-ils ?

Attirer les investisseurs sur les opportunités d'affaires qu'offre le Paquet Energie-Climat Européen, faire pression sur les instances de l'Union Européenne et les gouvernants pour que se développe un marché de capitaux considérable en faveur des technologies à basse intensité carbone.

Il est utile de souligner que Barclays fait partie de l'UNEPFI (180 grands groupes financiers) qui travaille en très étroite collaboration avec l'ONU dans le cadre de la lutte contre le réchauffement climatique. Barclays à recruté Th. Roosevelt IV (managing directors et chairman de sa branche dédiée à l'exploitation du développement durable. Ce même Th. Roosevelt IV est membre du puissant Council on Foreign Relations américain et membre du Board de l'Alliance for Climate Protection, fondation créée et dirigée par Al Gore. Il a été président du Global Council on Climate Change de la banque Lehman Brothers ou son principal consultants était Al Gore.... Encore lui!

❷ Le poids considérable de l'éolien et du photovoltaïque.

L'étude à écarté le nucléaire, le financement de nouvelles centrales viendra donc s'ajouter aux besoins en capitaux. L'étude a écarté également l'énergie hydraulique, la séquestration du carbone, le financement des logements basse consommation, les voitures électriques.

Le développement aura besoin de 600 milliards d'euros de capital, et l'exploitation de 2 300 milliard d'euros. L'éolien et le photovoltaïque se taillent la part du lion en absorbant 66% du capital développement (400 milliards) et plus 460 milliards en capitaux d'exploitation.

17. <http://lesechos.fr/opinions/chroniques/020117480054-le-climat-ou-le-pouvoir--d-achat.htm>

18. Carbon Capital, Financing the low carbon economy.

19. Energie-climat : un magnifique cas d'école de lobbying climato-industriel.
<http://blog.turgot.org/index.php?post/Belouve-Accenture>

En outre, ces énergies exigent des modifications des réseaux de distribution d'électricité évaluées à 352 milliards d'euros. **Au total, éolien et photovoltaïque demandent donc un financement global de 1370 milliards d'euros !**

On pourrait espérer qu'un tel investissement aura un impact majeur sur les taux atmosphériques en CO₂. **Que nenni !** En effet, en retenant l'avis des experts, on épargnerait à l'atmosphère le stockage de 1 milliard de tonnes de CO₂ pour l'ensemble de la période 2011-2020, soit une réduction de concentration de 0,15 ppm (389 ppm actuellement). Autant dire qu'il n'en résulterait aucun impact sur les températures globales.

Le cadre politico-économique attendu est celui d'une économie fortement dirigée, où la puissance publique intervient par des subventions, des taxes et des règlements qui pénalisent le recours aux énergies traditionnelles et favorisent suffisamment les technologies à bas carbone pour en rendre le coût acceptable, ou pour que le consommateur ne trouve pas d'alternative à ces technologies.

③ L'impératif de sécurité énergétique.

C'est une préoccupation majeure des gouvernements (l'Union Européenne dépend d'importation pour plus de 50% de sa consommation d'énergie). L'éolien, le photovoltaïque et la biomasse sont pris en considération (pas l'hydroélectrique qui pourtant représente 59% des capacités en énergie renouvelable). Le rapport Accenture n'indique pas quelle production d'électricité éolienne et photovoltaïque serait obtenue en 2020 grâce aux investissements pharaoniques consentis. Pire, ils ne seront pas rentabilisés, même à long terme (un panneau solaire ou une éolienne ont une durée de vie de 25 ans contre 60 ans pour une centrale nucléaire ou thermique). L'éolien et le photovoltaïque n'apporteront qu'une contribution infime à l'économie et à la sécurité énergétique.

④ Le financement des énergies vertes ou les charmes de la spéculation.

Le marché des capitaux est-il capable de répondre aux besoins malgré la crise (diminution de la masse disponible de capital)?

Les technologies basse intensité carbone posent aux financeurs et aux banques des problèmes non résolus :

- ✓ Dispersion des financements dans une multitude de projets de petite dimension.
- ✓ Incertitude technologique et rentabilité aléatoire.
- ✓ Risque d'obsolescence technologique importante n'offrant aucune garantie au financeur.

Les auteurs du rapport eux même en concluent que les technologies à faible intensité carbone sont immatures ! On pourrait croire que la plus grande prudence s'impose.

Soyons sans crainte, l'ingénierie financière fait des miracles. Pour limiter les risques, Accenture propose que:

- ✓ Les pouvoirs publics accroissent et pérennisent leur soutien aux technologies à faible intensité carbone sous forme d'aides financières et de réglementations protectrices (**socialisation des risques**).
- ✓ La titrisation, que nous apprécions tous depuis la crise des *subprimes* en 2008, soit la solution financière qui peut drainer des masses de capitaux (**privatisation des bénéfices**).

Marcus Agius (Chairman de Barclays) constate que *« Nous avons besoin de bases politiques durables pour aider à déverrouiller le flux nécessaire de capitaux »*. Au moins c'est clair. On peut traduire les vœux financiers comme une demande pressante aux gouvernements de faire supporter aux contribuables, de façon pérenne, des pertes financières et les risques inhérents aux incertitudes, pour assurer la rentabilité aux investisseurs.

La titrisation des prêts et crédits-bails en bons verts va accroître les liquidités. Tout l'art des ingénieurs financiers est de piloter une cascade de *process* dont l'objectif est de répartir les risques rendant difficile d'apprécier la valeur des sûretés attachées aux créances titrisées tout en garantissant un profit aux banques (débarrassées du risque).

Bref, le développement d'une bulle spéculative est à craindre, le risque majeur serait l'éventualité d'une évolution des connaissances en climatologie qui ferait apparaître que le risque climatique aurait été surestimé, ce qui rendrait inacceptables les politiques engagées.

⑥ Collusion, copinages et connivences

Ces banques et entreprises qui exploitent la filière du risque climatique dépendent étroitement des stratégies politiques. Il est plus profitable pour elles d'obtenir des décideurs politiques des mesures qui les protègent que d'affronter la concurrence. Il s'agit bien d'un modèle socio-économique de collusion et de concertation entre dirigeants politiques et hommes d'affaires les plus riches. Des convergences d'intérêts naissent des rapports de ruse et de compromissions.

Tout ce barnum financier serait difficile à faire passer auprès des citoyens sans la complaisance intéressée et médiatisée des ONG environnementalistes et/ou de la naïveté de nombreux écologistes (militants ou non) réduits au rôle d'idiots utiles. Nous y venons...

Mécénat, fondations et associations écologistes: un jeu trouble.

Un récent rapport parlementaire s'étonne de certaines situations²⁰. Nicolas, comment être neutre sur les choix énergétiques lorsque EDF, l'Oréal (et TF1) sont les administrateurs principaux de votre fondation (Fondation Nicolas Hulot-FNH)? Quand à YAB (encore et toujours lui), sa tartufferie n'a pas de limite puisque sa fondation (Goodplanet) soutient l'organisation du mondial au Qatar en 2022 (gâchis énergétique délirant prévisible), en échange, son film Home a été traduit en arabe.

Si nos moralistes télévisuels héliportés ne sont pas spécialement des modèles de vertu, il en est de même des associations dont les statuts, la gouvernance et les sources de financement semblent obscures (page 72). Ainsi, les frais de fonctionnement posent question : la masse salariale de la FNH à un taux dépassant les 50%, France Nature Environnement près de 60% (budget de 2,7 millions d'euros, charges en personnel atteignant 1,6 millions d'euros) (page 49).

Certains élus ont vivement réagi à cette situation. Le Codever s'étonne du montant astronomique des subventions publiques et des dons des grandes entreprises polluantes versées aux associations écologistes (le *Greenwashing* joue à plein et constitue une source financière majeure pour les ONG environnementalistes qui se transforment pour l'occasion en société de marketing²¹). « *La générosité publique et le mécénat d'entreprise en direction de l'environnement génèrent une dépense fiscale évaluée à 1,5 milliards d'euros*²⁰ ». On comprend mieux leur fébrilité devant le moindre hiver rigoureux...

Notre empreinte carbone, péché soluble dans les taxes et la mauvaise conscience.

Le WWF, nouvelle sainte inquisition, avec un zèle qui force l'admiration, se fait fort de vous cataloguer, à tous les coups (et même en trichant), dans la case des goinfres irresponsables. Les questionnaires, tests, etc... aboutissent invariablement à la même conclusion: « si tout le monde fait comme vous, il faudrait 2 planètes ! ». Et paf. Merci Monsieur William Rees²², inventeur génial de l'expression « empreinte écologique ». « *Du coup, voici les smicards culpabilisés ainsi que les Français moyens*⁷ ».

20. Rapport d'information sur les modes de financement et de gouvernance des associations de protection de la nature et de l'environnement, n°3142.

21. Les tours pendables du panda. Le Canard enchaîné-mercredi 5 janvier 2011.

22. Ecological footprints and Appropriated Carrying Capacity. *Environnement and Urbanization*, vol.4, n°2, p.121-130.

Ces questionnaires d'auto-évaluation des empreintes écologiques portent toujours sur les mauvaises habitudes de tout-un-chacun en omettant soigneusement de s'interroger sur la simple possibilité matérielle des changements. Tout le monde n'est pas capable d'atteindre la sainteté d'un Didier Nordon « *le seul écologiste responsable est celui qui met tout en œuvre pour mourir sans laisser la moindre trace de son passage sur terre* ». Terrifiant non ? En attendant, la mansuétude du *greenwashing* (encore) opéré par le WWF auprès des grandes entreprises polluantes commence à énerver beaucoup de monde.

Toujours est-il que cette notion d'empreinte écologique stigmatise systématiquement l'occidental tueur de planète et donc qu'il n'y a pas de place pour les sociétés développées²³. « *Le seul espoir pour le monde est de s'assurer qu'il n'y ait pas d'autres Etats-Unis... Nous devons stopper ces pays du tiers-monde là ou ils sont.* » (Mickael. Oppenheimer, auteur coordonnateur du GIEC). Tout est dit... Mickael et Hervé doivent fréquenter les mêmes avions.

Passons à la pratique avec le principe du pollueur-payeur. En sachant qu'il est beaucoup plus facile de s'attaquer au citoyens lambda puisque ce principe est souvent dévoyé à son détriment ; En effet, les entreprises préfèrent payer les amendes et intégrer le montant de celle-ci au prix de revient des productions. Le tour est joué, et le principe de l'acheteur-payeur est acquis !

Dans ce sport, l'ADEME se surpasse: taxes dites implicites multiples, tentatives d'imputer les émissions carbone à l'acheteur lors de la construction d'une maison individuelle, etc... Signalons au passage que l'ADEME ne maîtrise guère ses dépenses. Un premier audit réalisé en 2006 par la Cours des comptes pointait déjà « *l'éparpillement des services et l'insuffisance des procédures de contrôle* ». En 2010, le deuxième audit n'est pas plus tendre : « *surcoûts, lourdeurs, voire dysfonctionnement (...) pas d'objectifs chiffrés exacts pour le financement des plans de déplacement entreprise (...) clarification des concepts et amélioration de l'exploitation de ce qui est financé (...) le conseil scientifique de l'Agence censé orienter la politique de recherche n'existe plus depuis septembre 2009 (...)*²⁴ ».

Pour poursuivre dans la même veine, Jean-Marc Jancovici (le plus ardent défenseur des taxes carbone et inspirateur de l'ADEME), considère « qu'il faut monter le prix de ce qui pose problème plus vite que notre pouvoir d'achat²⁵ » (il partage la même obsession qu'Hervé et Mickael). Le problème des plus pauvres est réglé (le vélo à de beaux jours devant lui et le médiateur de l'énergie risque d'avoir beaucoup de travail). Jancovici s'est également illustré et surpassé en concevant le « bilan carbone personnel²⁶ », qui est l'un des instruments de culpabilisation les plus achevés qui soit⁷.

L'humanité, je t'aime...moi non plus

Mais alors, pourquoi tant de haine envers nous, pauvres pêcheurs « carbonisant », souvent sans le vouloir notre Sainte mère la Terre (je n'invente rien, c'est YAB qui s'exprime de la sorte dans Home) ?

L'écocentrisme à fait la peau de l'anthropocentrisme. Un philosophe comme Hans Jonas, à théorisé le principe de responsabilité²⁷, ancêtre du dogme du 21^e siècle, le Saint principe de précaution. Jonas s'est efforcé de réhabiliter une pensée théologique en créant une mystique de la nature, déplorant en outre très souvent à la « prolifération » de l'humanité. « *Ce qui choque le plus dans l'œuvre de Jonas sont les moyens qu'il propose pour parvenir à ses fins. C'est la peur qui fonde son principe de responsabilité²⁸* ».

23. Michel Pruneau; La dérive écologique. 2010 Transit Editeur.

24. <http://www.bakchich.info/Quand-on-Ademe-on-ne-compte-pas,12645.html>

25. http://fr.wikipedia.org/wiki/Taxe_carbone.

26. <http://www.bilancarbonepersonnel.org/>

27. Hans Jonas, Le principe de responsabilité, « Champs », Flammarion, Paris, 1998.

28. Jean de Kervasdoué. La peur est au-dessus de nos moyens. Pour en finir avec le principe de précaution. PLON, 2011.

Comme le dit Jonas lui même: *« Il faut d'avantage prêter l'oreille à la prophétie de malheur »*. Pas de doute, il a été entendu !

L'homme prolifère et est coupable de tout. Certains ne se sont pas gênés pour s'exprimer sur ce sujet. Ainsi, le Commandant Cousteau, icône des poissons, des crevettes et des océans, préconisait de réduire la population de 300 000 personnes par jour²⁹ sans nous préciser les moyens (bien entendu, à aucun moment notre vénérable Commandant ne pense s'inclure au nombre de nos chers disparus).

Encore plus fort. Philippe d'Edimbourg, déclarait en 1998 à l'agence de presse *Deutsche Agentur*: *« Si je devais être réincarné, je voudrais que ce soit sous la forme d'un virus mortel afin d'apporter ma contribution au problème de la surpopulation. »* C'est carrément l'intrigue du film *« L'armée des 12 singes »*. Rappelons que ce cher Philippe est l'un des fondateurs du WWF. Toujours plus fort, James Lovelock, le père de l'hypothèse Gaïa, s'est prononcé pour une réduction de la population mondiale à 500 millions d'individus. La boucle est bouclée avec Yves Paccalet (ex collaborateur du Commandant Cousteau) qui nous dit que *« la disparition de l'homme, au fond serait une bonne nouvelle³⁰ »*. Plus soft et nettement plus social, Yves Cochet propose en 2009, une inversion du montant des prestations familiales à partir du troisième enfant au motif qu'un nouveau-né *« aurait un coût écologique comparable à 620 trajets Paris-New York³¹ »*. Apparemment pour Y. Cochet, la vie à un prix (contrairement à l'idée reçue), tout le monde appréciera la précision du coût de la vie d'un gamin, certes parasite, mais un gamin tout de même...

La bombe P (P pour population), titre du livre de Paul Erlich, est une menace pire que la bombe A car *« Il faut nourrir toutes ces bouches affamées...heureusement, les pauvres ne mangent pas beaucoup de viande, quand on sait qu'il n'y a rien de plus polluant⁴ »*. Sauf qu'il avait tout faux. En effet, nous sommes loin des prédictions apocalyptiques Malthusiennes. *« La croissance démographique connaît une décélération prévisible, qui fait que le XXI^e siècle ne sera pas celui d'un prétendu surpeuplement, mais celui d'un phénomène inédit par son ampleur : le vieillissement de la population (...) La transition démographique (passage d'un régime de forte natalité et de mortalité élevée à un régime de basse mortalité puis de faible natalité) est portée par les progrès techniques, économiques, sanitaires et par de meilleurs comportements sanitaires. La croissance démographique des deux derniers siècles n'est nullement due à une augmentation de la natalité ou de la fécondité, mais à la diminution de la mortalité (...) Les populations adaptent leur comportement de fécondité aux changements structurels de la mortalité et entrent dans la seconde étape de la transition démographique, celle de la décélération (baisse du taux de natalité dans le monde de 45% en 25 ans, baisse de la fécondité mondiale de 44% sur la même période, baisse du taux d'accroissement et du solde naturel³¹ »*.

Quand à l'urgence alimentaire, *« les géographes sont unanimes pour dire que la planète est loin d'avoir atteint ses possibilités maximales en termes de production alimentaires (...). La nécessité d'une agriculture écologiquement intensive, les OGM (enjeu essentiel, considéré de façon beaucoup plus pragmatique dans les pays soumis à de fortes contraintes spatiales et climatiques que dans une Europe arc-boutée sur de grandes peurs sociétales) constituent des pistes d'avenir (...) La terre est largement suffisante pour nourrir la population mondiale, le problème se situant plus au niveau de l'accessibilité et de la répartition que de la production (Sylvie brunnel³¹) »*.

Finalement, pour une fois y voir une opportunité, et si le changement climatique permettait d'augmenter les surfaces cultivables (la Russie voit d'un très bon œil cette éventualité).

29. Courrier de l'Unesco, novembre 1991.

30. Le Pèlerin, juin 2007.

30. Gilles Finchelstein. La dictature de l'urgence. Fayard, 2011.

31. Gérard-François Dumont, in Le ciel ne va pas nous tomber sur la tête. 15 grands scientifiques géographes nous rassurent sur notre avenir ; Lattès, 2010.

A propos du GIEC: quelques auteurs à ne surtout pas lire (...mais faites le.)

Tout d'abord, pour P. Acot (premier auteur à lire), « le GIEC ne mérite pas son président. En effet, outre que Mr Rajendra Pachauri n'est pas climatologue (mais ingénieur des chemins de fer), il cumule étrangement de nombreuses fonctions (Indian Oil Corporation, National Thermal Power Corporation). Il est également à la tête de The Energy and Resources Institute (TERI) initialement centré sur le pétrole et le charbon puis redéployé dans les énergies renouvelables.

Rappelons que le GIEC (Président Rajendra Pachauri) est l'un des principaux promoteurs mondiaux des énergies renouvelables dans lesquelles le TERI (Directeur général Rajendra Pachauri) est engagé⁷ ». Bref un affairiste peinturluré en vert (encore et toujours le bon vieux greenwashing).

Il est urgent de lire legor Gran (déjà cité moult fois et deuxième auteur à retenir,) qui a commis un livre totalement irresponsable et d'une mauvaise fois quasiment orgasmique. Il n'est pas climatologue (nouvelle spécialité proche de la sainteté) mais il n'empêche, son analyse du fonctionnement du GIEC est intéressante. « Le GIEC regroupe plus de 2500 chercheurs de plus de 130 pays (s'extasie l'Express du 12 octobre 2007). Le GIEC serait un formidable laboratoire où foisonnent les ressources scientifiques...En réalité, aucune recherche n'est conduite et il n'emploie aucun chercheur...Sa mission est de réunir les articles paru dans la presse scientifique, ET C'EST TOUT. Disons que c'est un Argus de la presse de taille rachitique (une dizaine de personnes employées à plein temps et logées dans les bureaux de l'Organisation météorologique mondiale à Genève). Le texte initial a été compilé par 51 auteurs, 2449 experts (profs, chercheurs disséminés aux quatre coins du monde) relisent bénévolement les résumés, eux même relus par d'autres experts bénévoles (toute cette ruche avec un sens calculé du carriérisme universitaire, remet les virgules à leur place, corrige une référence ou se cure le nez). Bref c'est le travail d'un comité de lecture. Aucune nouvelle découverte n'est faite, aucune hypothèse n'est confirmée La raison d'être en est le Résumé à l'intention des décideurs, 56 pages, où viennent s'abreuver lesdits décideurs politiques. Ce texte, très « pour les nuls », calibré pour nos stupides têtes gouvernantes, montre assez que toute cette machinerie a travaillé sur un texte dont la philosophie in fine est un engagement politique⁴ ».

Drieu Godefridi (déjà cité et troisième auteur à lire) n'hésite pas à affirmer que « le GIEC est mort, vive la science ! ». Nous frisons là le bûché en place publique ; Et pourtant, cet auteur lui aussi dit des choses très intéressantes : « Le GIEC est majoritairement composé, non de climatologues, pas même de scientifiques, mais de diplomates désignés par les gouvernements...force est de conclure que le GIEC est non seulement la voix de la science mais également de la diplomatie mondiale...Les experts, minoritairement climatologues et sélectionnés de manière souveraine par les gouvernements et instances dirigeantes du GIEC, n'ont de pouvoir que consultatif...Le pouvoir de dernier mot, en fait la totalité du pouvoir de décision, revient aux gouvernements et à leur représentants. Le fameux Résumé à l'intention des décideurs est purement et simplement un consensus diplomatique³²...Le GIEC est principalement un organe politique, accessoirement un organe scientifique. Le versant politique l'emporte d'autant plus nettement que, même de par son premier objet, le GIEC n'a nullement la vocation de concourir à la science, seulement de faire la synthèse des publications scientifiques pertinentes...Puis il y a la formidable histoire d'amour entre le GIEC et les médias (promesse d'un sensationnalisme toujours renouvelé)...Sans parler des rapports étroits et intéressés entre le GIEC et les partis d'obédience écologique³ ».

On tombe de haut...mais on avait un léger doute quand même.

32. H LE Treut. « Le Giec, le vote et le consensus », <http://blogs.lexpress.fr/le-climatoblog/2010/03/vote-consensus-et-unanimite.php>

Conclusion

Comme l'affirme peut être un peu rapidement NKM³³, les climato et grenello-septiques ne sont peut être pas à réduire à la simple écume des choses. C'est clore un peu rapidement le débat qui ne fait que commencer sur les dérives idéologiques de l'écologie politique et la mainmise économique des marchés spéculatifs vers les énergies renouvelables. Tout cela avec la bénédiction de la plupart des médias. Réfléchir, lire et finalement s'interroger semble être une hérésie pour nos écologistes médiatiques qui semblent ne pas comprendre qu'un débat démocratique est inévitable. Si tel n'est pas le cas, alors c'est inquiétant...

Thierry Levent
Président de l'association Houdain Environnement
t_levent@ch-sa.com

33. La Vie, édition du 3 au 9 mars 2011.